

## Social

## Enfin la liste des métiers en tension pour les travailleurs sans-papiers

Agriculture, aide à domicile, hôtellerie ou restauration : la liste actualisée des métiers en tension, permettant de régulariser des travailleurs étrangers, a été publiée jeudi au Journal officiel, après plusieurs reports successifs.

Elle était particulièrement attendue, après plusieurs reports successifs depuis février. La liste actualisée des métiers en tension, mise à jour chaque année selon la loi immigration de janvier 2024, a été publiée jeudi au Journal officiel. Établie région par région, cette liste énumère les quelque 80 métiers en manque de main-d'œuvre, grâce auxquels les travailleurs étrangers peuvent prétendre à un titre de séjour en justifiant de douze mois de bulletins de salaire au cours de 24 derniers mois et trois ans de résidence en France.

**Agriculture, aide à domicile, restauration...**

Parmi les « métiers et zones géographiques caractérisés par des difficultés de recrutement » figurent notamment en bonne place les « agriculteurs salariés », « aides à domicile et aides ménagères », « aides de cuisine », « cuisiniers », « employés de maison et personnels de ménage », « maraîchers/horticulteurs salariés », « viticulteurs/arboriculteurs salariés », ainsi que les employés de l'hôtellerie



Dans la quasi-totalité des régions françaises, les exploitations agricoles manquent de main-d'œuvre. Photo Sipa/Ugo Amez

et du secteur du bâtiment.

« On reconnaît que l'hôtellerie-restauration, premier recruteur de France est un secteur en tension. C'est une avancée, même s'il y a des choses étonnantes : à Paris seul le métier de cuisinier figure dans la liste, mais pas celui d'aide cuisinier, plongeur ou de serveur », s'est étonné Franck Trouet, délégué général du Groupement des hôtelleries et restaurations (GHR). Selon France Travail, le besoin de main-d'œuvre dans ce secteur en 2025 est estimé à 336 000 emplois (CDI et CDD de plus de six mois) avec des « difficultés » de recrutement pour la moitié d'entre eux.

« Cette liste tombe au moment où il faudrait déjà discuter de sa mise à jour annuelle [...] ce qui

prouve que le gouvernement joue la montre afin de ne pas mettre en œuvre la seule mesure de la loi immigration permettant d'améliorer la régularisation par le travail », a estimé la secrétaire nationale de la CFDT en charge des politiques migratoires Lydie Nicol.

La possibilité pour les travailleurs des métiers en tension de prétendre à un titre de séjour est censée incarner le volet social de la loi portée par l'ancien ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin. Cette disposition est applicable jusqu'à fin 2026. Elle doit permettre à des patrons ayant des difficultés à recruter de garder leurs employés et d'écarteler le risque d'une condamnation - 30 000 euros d'amende et cinq ans d'emprisonnement.

## Transport

## En colère, les taxis ne comptent pas faire marche arrière

Routes bloquées, barrages filtrants... les taxis ne décolèrent pas. Pour le quatrième jour consécutif, des centaines de chauffeurs ont manifesté jeudi, principalement à Paris, Marseille et à Pau, ville du Premier ministre François Bayrou.

À Paris, ils étaient 650 selon la police, venus de toute la France, à bloquer de nouveau le boulevard Raspail, près du ministère des Transports, et à opérer des barrages filtrants et ralentissements en périphérie. Dans les Bouches-du-Rhône, plus de 300 taxis ont investi une des principales artères du centre-ville de Marseille, rejoints par des collègues des Alpes-Maritimes ou des Hautes-Alpes.

**Une réunion avec François Bayrou prévue samedi**

La ville de Pau, dans les Pyrénées-Atlantiques, est devenue un des principaux points de convergence pour les chauffeurs. Des centaines de taxis étaient encore présents jeudi. Ils attendent surtout de pouvoir rencontrer le maire et Premier ministre. Appel entendu : le mi-

nistère des Transports organisera une réunion avec les grévistes samedi, en présence de François Bayrou.

Entamée lundi par l'intersyndicale des taxis, la mobilisation vise à protester contre un projet de nouvelle tarification de l'Assurance maladie sur les transports de malades par des chauffeurs de taxi conventionnés. Approuvée le 16 mai par le gouvernement, elle doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre. Mais ces trajets vers les hôpitaux ou cabinets médicaux représentent la majorité du chiffre d'affaires de nombreux chauffeurs, surtout dans les petites villes. Le secteur se dit prêt à protester, mais demande le gel du projet actuel.

Autre motif de la colère : la concurrence jugée déloyale des conducteurs de voitures de transport avec chauffeur (VTC), coordonnés par des plateformes comme Uber. Pour tenter d'apaiser les tensions, le ministère des Transports a proposé un contrôle renforcé des VTC. Une décision jugée insuffisante par les taxis qui annoncent vouloir poursuivre la mobilisation.



Des centaines de taxis ont manifesté dans plusieurs grandes villes de France jeudi. Photo Sipa/Houpline Renard

## Santé

## Les pharmacies françaises résistent à la vente en ligne

De plus en plus d'Européens achètent leurs produits de santé en ligne, notamment sur Amazon, délaissant les traditionnelles pharmacies, selon des chiffres du cabinet d'analyse de données de santé, Iqvia, communiqués jeudi.

Produits d'hygiène, de beauté, vitamines, sirops contre la toux... La vitalité du géant américain de la livraison sur ce segment s'est confirmée au premier trimestre 2025 en France, marquée par une croissance de 43 % sur un an, après +44 % sur 2024. Cette progression reflète

l'essor du e-commerce de produits de santé en vente libre en Europe, qui « affiche une croissance dynamique dans tous les pays », note Iqvia. Mais la part de marché reste limitée par rapport aux canaux traditionnels, c'est-à-dire les pharmacies, « notamment en France ».

**2 % des produits de santé achetés en ligne en France**

En Espagne, la progression de la vente sur internet de ces produits en vente libre atteint 25 %. Suivent la Pologne (18 %), l'Italie (16 %) ou encore l'Allemagne

(11 %). En France, l'expansion des commandes sur internet est plus mesurée (+6 %) mais elle dépasse celle des pharmacies traditionnelles (+3,5 %).

En termes de parts de marché, « la pharmacie en ligne représente à peu près 2 % du total en France et 3 % si on ajoute Amazon, donc ça reste relativement confidentiel », nuance Paul Reynolds, expert chez Iqvia France. « Le réflexe d'aller chercher conseil en pharmacie se confirme. » Les quelque 22 000 pharmacies de France restent ainsi le premier point de vente.

## Épargne

## Le Livret A signe son pire mois d'avril depuis 2009

Le Livret A, toujours pénalisé par la baisse de son taux de rémunération en février, a été boudé par les épargnants le mois dernier, selon les données publiées jeudi par la Caisse des dépôts. Les Français ont préféré piocher dans leur Livret A plutôt que de le garnir : le montant total des retraits sur le produit d'épargne le plus répandu a dépassé celui des dépôts de 200 millions d'euros en avril. Cette « décollecte nette » est inédite par son montant depuis 2009, année de la généralisation du Livret A à toutes les banques. Seul le mois d'avril 2015

avait déjà vu le Livret A finir dans le rouge.

À l'inverse, les Livrets de développement durable et solidaire (LDDS) se sont un peu étoffés le mois dernier, avec une collecte nette de 310 millions d'euros.

Les Livrets A et les LDDS, qui diffèrent par leur plafond, permettent de conserver une épargne disponible et défiscalisée mais ils pâtissent de la baisse de leur taux de rémunération de 3 % à 2,4 % depuis le 1<sup>er</sup> février. Ils souffrent notamment de la concurrence de l'assurance vie, qui avait engrangé des cotisations record en mars.